

## Le militaire, le politique et les successions en URSS

Jean-Christophe Romer

Volume 16, numéro 2, 1985

Les multinationales et l'État

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701842ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701842ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Romer, J.-C. (1985). Le militaire, le politique et les successions en URSS. *Études internationales*, 16(2), 401–408. <https://doi.org/10.7202/701842ar>

# LIVRES

## 1. ÉTUDES BIBLIOGRAPHIQUES

### Le militaire, le politique et les successions en URSS\*

Jean-Christophe ROMER\*\*

Habitué à un certain ronronnement bureaucratique et à une grande continuité dans la direction de l'URSS, la décennie quatre-vingt semble devoir être celle des dirigeants de transition. Avec deux successions au Kremlin en à peine plus d'un an et peut-être une troisième à très court terme, il devient difficile de réaliser une analyse prospective de la vie politique soviétique.

C'est pourtant ce qui a été tenté dans trois des quatre ouvrages présentés ici. On constate alors que, derrière quelques affirmations strictement conjoncturelles et donc déjà périmées, les analyses proposées par les différents auteurs « tiennent la route ». Car, par delà la personnalité d'un Secrétaire général – voire la personnalisation du pouvoir – le système soviétique est devenu par trop complexe pour pouvoir changer du seul fait du Prince. Les forces d'inertie sont trop profondes, le poids de la bureaucratie et des habitudes trop lourds pour qu'en un an un dirigeant puisse modifier radicalement une société. Et ce d'autant plus qu'en accédant au pouvoir en 1964, Brejnev s'était justement engagé à éviter des soubresauts de la vie politique, dramatiques sous Staline et inattendus sous Khrouchtchev.

De nombreux analystes de la société soviétique ont pu voir en Andropov celui par qui le changement et la modernisation – ce qui ne signifie pas nécessairement libéralisation – arriverait. Sa mort a mis fin à ces perspectives. Cela dit, eût-il vécu, rien ne permet d'affirmer qu'il aurait eu les moyens de mettre en oeuvre ses projets.

L'objectif de trois de ces ouvrages est de dresser un bilan et de faire une analyse prospective de la société soviétique dans les années quatre-vingt. Le quatrième étude, lui, d'une façon historique, les armées des pays de la « communauté socialiste ».

---

\* Johnathan R. ADELMAN (Éd.), *Communist Armies in Politics*, Boulder (Col.), Westview Press, 1982, 239 p.

Archie BROWN, Michael KASER (Éd.) *Soviet Policy for the 1980s*, Bloomington (Ind.), Indiana University Press, 1982, 296 p.

Robert F. BYRNES (Éd.), *After Brezhnev: Sources of Soviet Conduct in the 1980s*, Bloomington (Ind.), Indiana University Press, 1983, 477 p.

Edwina MORETON, Gérald SÉGAL (Éd.), *Soviet Strategy Toward Western Europe*, Londres, Allen and Unwin, 1984, 304 p.

\*\* Institut National Supérieur d'Études de Défense et de Désarmement (INSED) Paris I.

Parmi les divers sujets traités dans tous ces ouvrages, l'un d'entre eux, parmi bien d'autres, paraît d'autant plus intéressant qu'il est souvent peu connu : la place et le rôle des militaires dans la détermination de la politique soviétique.

## I – LE POIDS DES MILITAIRES DANS LA VIE POLITIQUE INTÉRIEURE

Avec une certaine restriction pour l'ouvrage sur les Armées communistes, tous les auteurs s'accordent, à quelques nuances près, pour constater que le poids politique de l'armée – en URSS notamment – doit être très largement relativisé. Ainsi, dans l'ouvrage de R. Byrnes, S. Bialer affirme-t-il à juste titre que, si l'armée a acquis une certaine autonomie dans la vie politique soviétique sous Brejnev, elle n'en reste pas moins soumise au pouvoir politique<sup>1</sup>. Dans le même ouvrage, C. Blacker constate ainsi que le nombre des militaires au CC est pratiquement constant depuis quelque 25-30 ans<sup>2</sup> et qu'en aucun cas, il n'y a eu de défi, de tentations bonapartistes, de la part des militaires à l'égard du pouvoir politique. En fait, si conflit il y a eu, il s'agissait de conflits entre membres du Parti et non entre civils et militaires<sup>3</sup>.

L'exemple le plus classique de ce rôle politique que l'on attribue aux militaires est celui de la réunion du Comité central de juin 1957 au cours de laquelle Khrouchtchev aurait dû être mis en minorité. Le Maréchal Žukov, ayant réquisitionné les transports militaires aériens, aurait permis de rassembler rapidement les partisans de Khrouchtchev à Moscou. C'est cette opération qui aurait permis à Khrouchtchev de retrouver une majorité au CC et d'éliminer le « groupe anti-parti » (Malenkov, Molotov, Kaganovitch).

Au sujet de cet épisode, seul J. Adelman estime qu'il est le résultat direct de l'opposition entre civils et militaires, Žukov représentant une Armée soviétique opposée à Malenkov qui voulait réduire le budget militaire<sup>4</sup>. Mais aucun des autres ouvrages ne va aussi loin dans cette affirmation. S. Bialer estime, quant à lui, que dans cet épisode d'une part Žukov n'a fait qu'obéir normalement aux ordres du Premier Secrétaire, montrant la relation de soumission du militaire au Parti<sup>5</sup>. H. Adomeit va encore plus loin, affirmant qu'il s'agissait avant tout d'une question de personne à la fois en ce qui concerne le soutien de Žukov à Khrouchtchev en juin 1957 mais surtout en ce qui concerne le limogeage de Žukov quatre mois plus tard<sup>6</sup>.

En fin de compte sans entrer dans les excès des conflits de personne ni dans ceux des tendances bonapartistes, on peut constater que, dans le choix des dirigeants – et le début des années quatre-vingt est déjà riche en expériences –, le poids des militaires doit être largement relativisé. Les choix des dirigeants en URSS sont d'abord des choix politiques et les armées de ces pays étant d'abord des armées des Partis communistes, on peut penser que les luttes de tendances au sein des instances dirigeantes « civiles » se retrouvent parmi les militaires. La césure n'a – tout au moins jusqu'à présent – jamais été entre l'Armée et le pouvoir politique.

L'armée – comme le KGB qui occupe pratiquement la même fonction dans la décision politique – a essentiellement un rôle d'informateur et pourrait-on presque dire d'expert dans

1. *After Brezhnev...*, p. 3.

2. *Id.*, p. 147.

3. *Id.*, p. 148.

4. J. ADELMAN (Éd.), *Communist Armies in Politics*, p. 25.

5. *After Brezhnev...*, p. 37.

6. *Soviet Strategy toward Western Europe*, p. 56.

la prise de décision politique. En ce sens, et en ce sens seulement, la fonction d'information du KGB – et de l'armée – peut être considérée comme facteur de changement mais également comme une garantie que ce changement ne se fera pas d'une façon incontrôlée<sup>7</sup>. Seul J. Adelman estime que l'armée peut peser dans la prise de décision par la rétention de l'information qu'elle détient<sup>8</sup>, ce qui peut paraître excessif dans la mesure où l'armée n'a pas le monopole de l'information. En effet, en URSS comme dans tous les pays du Pacte de Varsovie, à chaque échelon de la hiérarchie correspond un membre de la direction politique de l'armée (GLAVPU). Cette dernière a justement pour fonction de limiter tout excès d'autonomie que pourraient vouloir prendre les militaires<sup>9</sup>.

Est-ce à dire que les militaires n'ont aucun rôle politique à jouer? Ce n'est pas la conclusion que l'on peut retirer de telles affirmations. Tout d'abord en matière économique, l'armée a son mot à dire. En effet, le maintien de la puissance militaire soviétique est fonction des crédits qui lui sont alloués par le pouvoir politique et de l'efficacité des entreprises qui travaillent pour l'industrie militaire.

Selon C. Blacker, il n'existe qu'un seul cas où l'armée pourrait manifester son opposition au politique: une réduction du budget militaire<sup>10</sup>. Mais il semble bien qu'aucun dirigeant n'ait sérieusement envisagé cette hypothèse. Se pose alors la question de la place de l'industrie d'armements dans l'économie soviétique. Aucun des auteurs dans les différents chapitres de ces quatre ouvrages ne reprend à son compte l'hypothèse qui avait été avancée par Cornelius Castoriadis<sup>11</sup> – et sur des bases pour le moins légères – que le système soviétique était une « stratocratie », que deux économies parfaitement autonomes – l'une civile et inefficace, l'autre militaire et parfaitement efficace – coexistaient en URSS.

Seul C. Blacker, et avec une très grande prudence, présente les termes du débat opposant ceux qui estiment que l'économie soviétique est totalement dépendante du militaire à ceux qui pensent que la croissance de l'économie militaire peut favoriser l'économie civile. Selon C. Blacker, si le secteur militaire est un secteur privilégié – ce que nul ne conteste – il existerait néanmoins deux systèmes d'économie parallèles, corrélés en certains points mais séparés sur le fond<sup>12</sup>.

Si donc l'armée a aussi peu de poids politique, d'où tient-elle alors son importance, pourquoi est-elle aussi présente? En URSS, comme dans d'autres pays du Pacte de Varsovie, l'armée remplit une certaine fonction de légitimation du pouvoir politique et plus particulièrement de la politique étrangère.

À mi-chemin du diplomatique et de l'économique, le pouvoir politique se trouve face à un dilemme quasi-insoluble: le renforcement des forces armées se fait nécessairement au détriment de la consommation des ménages et de l'amélioration du niveau de vie. Pratiquement, tous les dirigeants qui ont eu à aborder cette question ont toujours fait savoir que la puissance militaire soviétique resterait au niveau de celle des États-Unis, quel qu'en soit le prix à payer. Or, même minime, le pouvoir politique prend un risque en retardant le développement économique civil du pays, perdant progressivement de sa légitimité. À l'inverse, une large part de cette légitimité – nationale comme internationale – tient à la puissance militaire et à la présence de l'URSS sur la scène mondiale. Tout recul de cette

7. *Soviet Strategy...*, p. 62; *After Brezhnev...*, p. 56.

8. *Communist Armies...*, p. 27.

9. *After Brezhnev...*, p. 145.

10. *Idem.*, p. 148.

11. C. CASTORIADIS, *Devant la guerre*, Paris, 1981, 286 p.

12. *After Brezhnev...*, p. 149.

présence constituerait immédiatement une perte de légitimité. Pour résoudre ce dilemme, D. Holloway estime que, à l'heure actuelle, seul l'appel au patriotisme s'avère « efficace »<sup>13</sup>.

## II – LA FONCTION DIPLOMATIQUE DU MILITAIRE

Pour plusieurs des auteurs, c'est bien ce rôle légitimant de la puissance militaire soviétique qui détermine dans une certaine mesure l'avenir de la politique internationale de l'URSS. Les hypothèses avancées quant à cet avenir, bien que proches, ne sont pas toutes identiques. Certaines, plus théoriques et abstraites, sont, paradoxalement, plus proches que d'autres, plus politiques et concrètes, des réalités.

Ainsi, pour D. Holloway, la politique étrangère soviétique dans les années quatre-vingt a devant elle le choix entre quatre perspectives. La première de ces perspectives est celle de l'autarcie. La deuxième tend à réactiver la politique de détente avec l'Ouest permettant ainsi à la fois de réduire la course aux armements et corrolairement de poursuivre le développement de l'économie soviétique. La troisième perspective, qualifiée d'« internationaliste », rechercherait une expansion de la présence soviétique dans le Tiers Monde visant à réduire la présence – la puissance – de l'« adversaire ». Enfin, la tendance considérée comme la plus ambitieuse et qualifiée de « globaliste », viserait à une expansion généralisée de l'URSS pour la mise en place d'un nouvel ordre international<sup>14</sup>.

En fait, et surtout depuis la publication de ces ouvrages, ces quatre tendances paraissent très théoriques. L'autarcie n'a été mentionnée ici que pour mémoire, aucun économiste sérieux, même en URSS, n'envisagerait un retrait de l'URSS ou de son système, hors du système de l'économie mondiale. De même, la tendance « globaliste », correspondant à l'idée du « grand soir », ne fait-elle plus guère recette parmi les responsables politiques de l'Est comme de l'Ouest. Restent les deux tendances intermédiaires. Un retour à la détente dans les conditions des années 1970 paraît difficile étant donné les contentieux et les nouvelles conditions internationales apparus à la fin de la dernière décennie. Par contre, il est possible d'envisager une nouvelle forme, différente, de détente, de relations – voire de coopération – entre les deux systèmes. Cette nouvelle forme reste cependant encore à définir. Quant à la troisième tendance, « internationaliste », les faits paraissent démentir au moins à court et moyen terme sa réalité. Elle était envisageable à la fin des années soixante-dix. Mais le repli relatif de l'URSS, notamment en Afrique australe, démontrerait que cette tendance serait plutôt le reflet d'une tactique que d'une stratégie réelle. Sur ce point, D. Holloway nuance justement ses affirmations en constatant que les relations Est-Ouest ne sont pas un jeu à somme nulle car, ce que perd l'Ouest ne constitue pas nécessairement un gain pour l'Est.

En fin de compte, on peut considérer que ces quatre tendances ont un caractère plus rétrospectif que prospectif, et se rapportent plutôt aux années soixante-dix. Il semblerait en effet que les années quatre-vingt puissent conduire à un changement structurel des relations Est-Ouest: accession – qui finira bien par avoir lieu! – d'une nouvelle génération à la tête de l'URSS; apparition des systèmes de « défense stratégique » conduisant à repenser les concepts de dissuasion; redéfinition des relations entre le centre et la périphérie au sein du Pacte de Varsovie...

13. *Soviet Policy for the 80s*, pp. 48-56.

14. *Soviet Foreign Policy...*, p. 59.

Dans ce sens, les deux modèles théoriques extrêmes proposés par C. Blacker conviendraient mieux aux réalités d'aujourd'hui et de demain, peut-être justement parce qu'ils sont plus théoriques et moins précis que les quatre schémas de D. Holloway ! Le premier de ces modèles est celui de l'expansionnisme soviétique visant à augmenter les territoires sous contrôle de l'URSS y compris par des moyens militaires. Ceci permettrait d'une certaine façon de légitimer un pouvoir faible à l'intérieur<sup>15</sup>. Le deuxième modèle est le modèle défensif – fondé sur l'expérience historique et sur le sentiment d'encerclement de la Russie-URSS. Son objectif serait de renforcer la sécurité de l'URSS ; ce qui n'exclut pas pour autant la « fuite en avant »<sup>16</sup>. Comme le souligne l'auteur, aucun de ces deux modèles n'est appliqué ou applicable. La politique soviétique navigue entre ces deux extrêmes insistant tantôt sur l'un, tantôt sur l'autre, en fonction des contextes spatial et temporel.

Quelle est la part des militaires dans la décision de l'orientation vers telle ou telle de ces tendances ? Les militaires ont-ils une propension à l'aventurisme ? À ces questions, la majorité des auteurs de ces ouvrages répondent en fait que de telles décisions sont des décisions plus de politique étrangère que de politique militaire. Or, on a vu que le rôle des militaires en matière de décision politique devait être relativisé. H. Adomeit estime ainsi qu'il est temps d'effacer cette image du militaire aventuriste face à un politique qui serait conservateur<sup>17</sup>.

Il faut néanmoins distinguer le rôle des militaires en tant que corps social et politique et le rôle de la force armée dans la détermination de la politique de l'URSS. Il est indéniable qu'au cours des années soixante-dix, l'URSS s'est dotée d'une capacité de projection de sa force à l'extérieur, inconnue jusqu'alors. Cette force – navale et aéroterrestre – constitue indéniablement un instrument important de sa politique extérieure, comme l'affirme D. Holloway<sup>18</sup>. Par contre, contrairement à ce que dit ce même auteur, cette force n'est pas un produit de l'ère brezhnevienne mais lui est antérieure. Un des maîtres d'oeuvre de cette capacité d'action extérieure est l'Amiral Gorchkov, chef d'État Major de la Marine depuis 1956. C'est vraisemblablement au lendemain de la crise de Suez que la décision de doter la marine soviétique de moyens permettant de réaliser des expéditions lointaines a été prise et peut-être même antérieurement, encore sous Staline. De son côté, F. Byrnes relativise, encore plus que D. Holloway, ce rôle de la puissance militaire affirmant que, si elle est à la base de l'autorité de l'URSS dans le monde, elle reste insuffisante pour la traduire en termes politiques<sup>19</sup>. R.F. Byrnes estime en effet que si l'aventurisme n'est pas absent des projets politiques de l'URSS, cet aventurisme est confronté à trois obstacles : même dans une situation d'expansionnisme extérieur, l'URSS prend peu de risques ; ensuite la situation en Europe de l'Est incite à plus de prudence loin de ses frontières et enfin si le soldat russe est prêt à défendre sa patrie, il est peu attiré par une aventure extérieure<sup>20</sup>.

Or, tout ceci conduit plusieurs de nos auteurs à constater qu'il faut distinguer trois niveaux dans la politique étrangère de l'URSS : l'Europe de l'Est, le Tiers-Monde et le monde occidental.

---

15. *After Brezhnev...*, p. 166.

16. *Idem.*, p. 167.

17. *Soviet Strategy...*, p. 55.

18. *Soviet Foreign Policy...*, p. 48.

19. *After Brezhnev...*, pp. 12-13.

20. *Idem.*, p. 63.

### III – LES TROIS ZONES D'APPLICATION

Tous les auteurs s'entendent pour affirmer que la marge de manoeuvre de l'URSS à l'égard du monde occidental est très limitée, tout au moins en ce qui concerne l'usage de la force pour obtenir des gains politiques. Même si le continent européen est sur-armé et si les armes nucléaires s'accumulent en URSS et aux États-Unis, la fonction des armes stratégiques et eurostragiques est avant tout politique. On peut considérer en effet que non seulement les deux « Superpuissances » mais également leurs alliés se trouvent sanctuarisés, en raison de l'acceptation de part et d'autre du concept de dissuasion mutuelle<sup>21</sup>. En ce sens, on ne peut que souscrire à l'affirmation de R.A. Mason estimant que, au moins pour ce qui concerne l'Europe, l'instrument militaire n'a pour fonction que d'être brandi et non pas d'être utilisé car les coûts en seraient trop élevés<sup>22</sup>. C'est en fait la base de toute politique de dissuasion; pourtant, mais c'est un point que les auteurs de ces ouvrages ne pouvaient développer, les discours de R. Reagan sur « la guerre des étoiles » en mars 1983 ou son initiative de défense stratégique de novembre 1984 risquent de remettre en question – mais pas avant le début du prochain millénaire – la dissuasion fondée sur le principe des destructions mutuelles assurées. La dissuasion a donc encore de « beaux » jours devant elle, validant ainsi les analyses précédentes pour encore dix ou vingt ans!

De plus, à côté du rôle de l'instrument militaire, l'économique représente un facteur important des relations Est-Ouest. Tout d'abord, les divergences de conceptions entre les États-Unis et l'Europe de l'Ouest sur les relations économiques avec l'Est, et notamment sur l'engagement d'une « guerre » économique, favorisent dans une certaine manière l'Est<sup>23</sup>. La politique de coopération économique peut ainsi être qualifiée de stratégie en ce que, d'une part elle permet d'accélérer le rythme de modernisation de certaines productions en URSS; d'autre part elle vise à accentuer les malentendus transatlantiques. Cela dit, la fonction des transferts de technologie est incertaine: ces transferts sont-ils vitaux pour l'URSS ou bien ne constituent-ils qu'un complément nécessaire et utile mais non indispensable au développement de l'URSS?

A. Stent remarque que l'URSS joue ses relations économiques sur la base de « l'avantage mutuel »: elles fournissent les biens dont l'URSS a besoin mais également elles permettent – et les Soviétiques le rappellent très régulièrement – de résoudre certains problèmes économiques de l'Ouest et notamment les problèmes d'emploi<sup>24</sup>. En fait, et un débat a lieu actuellement en URSS sur cette question, les économies, qu'elles soient planifiées ou de marché, sont de plus en plus interdépendantes. Or, selon A. Stent – on peut rappeler que ce texte a été rédigé sous Andropov – la nouvelle génération des dirigeants soviétiques pourrait être plus favorable à cette idée d'interdépendance des économies<sup>25</sup>. Sur ce point, il semble bien que les analyses effectuées en Europe de l'Est aient pris quelque avance sur celles réalisées en URSS.

Cela n'empêche pas l'URSS de considérer ses alliés européens comme sa chasse gardée. Si, comme on l'a vu, la force armée a peu de chances d'être utilisée à l'égard de l'Europe occidentale, il n'en est pas de même dans l'autre partie du continent. Les Pays du Pacte de Varsovie peuvent en effet être considérés comme les « buttoirs » ou les « États tampons » entre l'Ouest et l'URSS, permettant d'éviter – ou de réduire – « l'encerclement capitaliste »<sup>26</sup>.

21. Cf. *After Brezhnev...*, pp. 171-176, *Soviet Strategy...*, pp. 182-185.

22. *Soviet Strategy...*, p. 201.

23. *Soviet Policy...*, pp. 41-42; *Soviet Strategy...*, pp. 206-208.

24. *Soviet Strategy...*, p. 218.

25. *Idem.*, p. 233.

26. *Idem.*, p. 240.

Tout en laissant une marge de manoeuvre relative, interne et extérieure, à ces pays, il est indéniable – et la plupart des auteurs se rejoignent sur ce point – que l'URSS ne laissera pas l'Europe de l'Est échapper à son influence, quitte à utiliser la force. Les crises politiques et/ou économiques qui se sont déroulées dans ces pays et plus particulièrement la crise polonaise, pourraient conduire l'URSS à réduire l'autonomie qu'elle avait, jusqu'à présent, sinon acceptée tout au moins tolérée.

L'URSS se trouverait alors, selon A. Korbonski, devant un dilemme: la cohésion du système est-elle plus importante que sa viabilité<sup>27</sup>. Si la cohésion l'emporte sur la viabilité, comme l'actuelle campagne contre le « revanchisme » allemand et la remise en question des frontières de 1945 semblent le montrer, la marge de manoeuvre des alliés se trouverait fortement réduite. On peut même penser que certaines réformes ou expériences d'ordre économique pourraient être remises en cause. Mais une telle solution risque de peser fort lourd sur l'économie soviétique. Or, Moscou a besoin des pays de l'Est dont les expériences représentent également des ballons d'essais pour l'URSS qui doit se lancer dans une politique de modernisation. La résolution de ce dilemme et donc l'avenir des relations Est-Est dépendent en fait à la fois de l'évolution interne de chaque pays du Pacte mais également et peut-être surtout de l'évolution des relations Est-Ouest<sup>28</sup>.

En fait, les crises qui éclatent dans les pays de l'Europe de l'Est sont, en large partie, dues au fait que le modèle culturel proposé par l'URSS devient de moins en moins crédible. Pour compenser cette perte d'influence, l'idéologie est de plus en plus remplacée par la puissance militaire<sup>29</sup>. Ceci est valable pour l'Europe de l'Est, cela l'est, et de plus en plus, également pour Tiers Monde.

On peut en effet considérer qu'il y a une relation de cause à effet entre le développement de la présence soviétique dans le Tiers Monde et la mise au point d'une capacité de projection de la force armée sur des théâtres lointains. C'est également dans le Tiers Monde que la force militaire a le plus de chances d'être utilisée. Les raisons de cet état de fait sont simples: d'une part c'est dans ces zones seulement que l'URSS peut encore espérer développer son influence; d'autre part l'usage de la force à la périphérie a peu de chances de dégénérer en un conflit mondial. Cela dit, l'acquisition des capacités militaires n'est pas l'unique explication de la montée de la présence soviétique dans le Tiers Monde.

Deux autres facteurs sont au moins aussi importants, même s'ils sont d'ordre plus conjoncturel. Tout d'abord l'instabilité croissante du Tiers Monde et ensuite l'acquisition et sa reconnaissance internationale de la parité stratégique avec les États-Unis<sup>30</sup>.

Sur ce point, il est indéniable que la période de détente réduisant la pression sur le front occidental de l'URSS et que la fin de la décolonisation avec l'accession à l'indépendance des anciennes colonies portugaises (Angola, Mozambique etc...) ainsi que le renversement d'Haïlé Selassié en Éthiopie ont grandement facilité les choses à l'URSS. Mais à ces deux facteurs, il faudrait également en ajouter un troisième: la relative passivité des États-Unis soumis aux « syndromes » vietnamien et du Watergate<sup>31</sup>. Enfin, on ne saurait passer sous silence les erreurs d'appréciation de pratiquement toutes les puissances occidentales dans leur politique « post-coloniale » qui avait, souvent, plutôt l'aspect d'une politique « néo-coloniale ». De telles erreurs ont indéniablement facilité la recherche, par de nombreux pays

27. *After Brezhnev...*, p. 312.

28. *After Brezhnev...*, p. 341.

29. *Soviet Strategy...*, p. 48.

30. *After Brezhnev...*, p. 177.

31. *Idem.*, p. 178.



en développement, d'alliance avec l'URSS. À ne laisser le choix au Tiers Monde qu'entre le libéralisme sauvage ou l'économie dirigée, entre Washington ou Moscou, on ne facilite pas la sortie du Tiers Monde de sa crise économique comme de sa crise politique.

Sur ces trois types de régions Ouest, Est et Sud, il semble que ce soit dans cette dernière que l'URSS soit la plus prête à abandonner le terrain si elle l'estime utile. L'Égypte et la Somalie en sont des exemples désormais classiques. Le nouveau rapport des forces en Afrique australe pourrait conduire à un retrait, au moins tactique, de l'URSS.

Dans ce sens, on peut dire que, comme le remarque C. Blacker, c'est dans le Tiers Monde que l'URSS peut le plus sûrement développer son influence, y compris en usant de la force<sup>32</sup>. Mais on pourrait ajouter qu'il est peu vraisemblable que l'URSS soit prête à risquer un conflit mondial pour défendre un de ses acquis dans tel ou tel pays de cette zone.

S'il fallait tirer un bilan de ces quatre ouvrages dont on a analysé que certains aspects, on pourrait dire que trois d'entre eux font une analyse du présent et du futur – qui est déjà notre présent – de l'URSS. Se lancer dans des analyses prospectives de la société soviétique à un moment – pour l'un de ces ouvrages – où l'on sait Brejnev mourant ou pour les autres, qu'Andropov ne sera qu'un dirigeant de transition est une gageure. Commenter ces prospectives à un moment où le successeur d'Andropov est à l'agonie, l'est, dans une moindre mesure, également.

Or, on constate à la lecture de ces ouvrages que les grandes tendances de la société soviétique sont, en fin de compte, relativement peu dépendantes de la personnalité – ou du personnage – à la tête du PCUS. Et ceci ne donne que plus de poids à la qualité générale de toutes études présentées dans les différents ouvrages, chacun dans leur optique particulière, politique, militaire, sociale, européenne ou internationale.

Même l'étude de A. Brown, rédigée avant la mort de Brejnev et attribuant peu de chances à Andropov et encore moins à Tchernenko d'occuper le fauteuil de secrétaire général n'est pas dénuée d'intérêt en ce qu'elle démonte les mécanismes de succession sans sombrer dans les querelles de familles et les conflits personnels<sup>33</sup>. Cela sera sans doute de nouveau bientôt utile! (*Étude rédigée début 1985*)

32. *Idem.*, p. 181.

33. *Soviet Policy...*, pp. 223-249.